

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/8915  
3 décembre 1968  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 25 NOVEMBRE 1968, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR  
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA LIBYE AUPRES DE L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 7 juin 1968, adressée au Ministre des affaires étrangères du Royaume de Libye, au sujet du texte de la résolution 253 (1968) adoptée par le Conseil de sécurité à propos de la Rhodésie du Sud et de sanctions obligatoires portant sur les activités économiques, commerciales et autres contre le régime illégal en Rhodésie du Sud.

Comme nous l'avons déjà dit dans nos communications datées du 15 février 1966 et du 15 février 1967 et distribuées en tant que documents officiels des Nations Unies sous les cotes A/6266 et S/7742, respectivement, ainsi que dans nos notes du 29 décembre 1966 et du 25 avril 1968, la politique du Gouvernement du Royaume de Libye à l'égard du régime minoritaire illégal de Rhodésie du Sud a été clairement définie.

Le Gouvernement du Royaume de Libye n'a jamais reconnu le régime illégal et a rompu toutes les relations économiques énoncées au paragraphe 3 de la résolution susmentionnée en interdisant totalement les importations et les exportations en provenance ou à destination de la Rhodésie du Sud, y compris les exportations de pétrole libyen, en fermant tous ses ports aux navires battant pavillon de la Rhodésie du Sud et en interdisant à tous les appareils de la Rhodésie du Sud d'utiliser l'espace aérien et les aérodrômes libyens. Le Gouvernement du Royaume de Libye applique sans restrictions toutes les mesures adoptées par le Conseil de sécurité, à titre de sanctions contre le régime de la Rhodésie du Sud; il a en outre offert une assistance morale et matérielle au peuple du Zimbabwe dans la lutte qu'il mène pour obtenir sa liberté.

Il est donc évident que le Gouvernement du Royaume de Libye a déjà pris toutes les mesures appropriées pour se conformer pleinement aux dispositions et aux stipulations pertinentes de la résolution du Conseil de sécurité du 29 mai 1968.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, etc.

Le représentant permanent de la Libye  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies,

Ministre plénipotentiaire,

(Signé) WAHBI EL BOURI

